

# DEPARTEMENT DU FINISTERE



## Commune de PLOMODIERN

### Déclaration de projet emportant mise la en compatibilité du PLU

Projet de sécurisation et de mise en valeur du site de Sainte-Marie du  
Menez Hom

A - NOTE DE PRESENTATION AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-8 DU CODE DE  
L'ENVIRONNEMENT

URBANISME PARTAGE

TANGUY/BESREST/AGAP

## Table des matières

Coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet .....	2
Objet de l'enquête publique .....	2
Textes régissant l'enquête publique .....	3
Façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure .....	11
Le contenu du dossier .....	12

## COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU RESPONSABLE DU PROJET

---

### Personne publique

Mme la Présidente  
Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay  
ZA Stang ar Garront  
Rue Camille DANGUILLAUME  
29150 CHATEAULIN

### **Personne à contacter**

Murielle GLEHEN  
Chargée de mission  
CC Pleyben-Châteaulin-Porzay  
02 98 16 11 06

## OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

---

L'enquête publique porte sur la **déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de PLOMODIERN** approuvé le 17 Avril 2014 et qui a fait l'objet d'une révision allégée approuvée le 18 décembre 2017 d'une modification approuvée le 3 novembre 2020.

Le territoire de la CCPCP, connecté aux RN 165 et 164, est par ailleurs irrigué par deux axes structurants principaux dont la RD 887 (ex RN787 reliant Morgat à Lézardrieux) qui relie la Presqu'île de Crozon à la RN165 via Châteaulin. Le seul lieu habité sur le linéaire de la RD 887 entre Châteaulin et Tal ar Groas (commune de Crozon) est le hameau Sainte-Marie du Menez Hom. En traversée du hameau plusieurs usages se juxtaposent dans de mauvaises conditions de sécurité (automobilistes, poids lourds, cars de tourisme, visiteurs de la chapelle, randonneurs pour le Menez Hom, cyclistes et VTTistes, clients de la crêperie, exploitants agricoles, riverains, usagers de l'aire de covoiturage) et certains de ces usages fragilisent la chapelle et son enclos (Monument Historique classé).

**La sécurisation et la mise en valeur du site de Sainte Marie du Menez Hom est une préoccupation ancienne des élus du territoire**, la configuration des lieux n'étant propice ni à l'accueil des visiteurs, ni à une préservation pérenne de la chapelle.

En 2020, le conseil Départemental, en partenariat avec la commune de Plomodiern et la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, a décidé de sécuriser et de mettre en valeur le site de Sainte Marie du Menez Hom en réalisant une voie de contournement du hameau par le Nord afin de dévier l'ensemble du trafic qui longe la chapelle.

Le PLU de Plomodiern nécessite d'être adapté pour permettre la réalisation de ce projet de contournement. En effet, certaines emprises du projet sont zonées en espaces remarquables Ns ou Nsp au PLU opposable. Or pour permettre la réalisation de la totalité de la voie de contournement, dont la réalisation ne peut se faire en espace remarquable en application des dispositions de la loi littoral, il convient de modifier le plan de zonage pour procéder à une réduction des secteurs Nsp et Ns (respectivement 9514 m<sup>2</sup> et 9155 m<sup>2</sup>) au profit des secteurs Ap et A.

**Le code l'urbanisme, à travers l'article L.153-54, prévoit la possibilité de mettre en compatibilité les documents d'urbanisme en vue de permettre la réalisation d'un projet public ou privé de travaux ou d'opération d'aménagement présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général. Il s'agit de la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU.**

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Plomodiern a été prescrite par arrêté de la présidente de la CCPSP le 28 juin 2022.

## **TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE**

---

### **ARTICLES ISSUS DU CODE DE L'URBANISME**

#### **Article L153-55 du Code de l'Urbanisme**

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

- a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
- b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

#### **Article L153-57 du Code de l'Urbanisme**

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

### **ARTICLES ISSUS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

L'enquête publique est régie par les articles L123-1 à L123-19 du Code de l'Environnement et par les articles R123-1 à R123-27 de ce même code, modifiés par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite « Grenelle II ») et du décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le Code de l'Environnement.

À ce titre :

- Il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- Il facilite le regroupement des enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrages ou de réglementations distinctes ;
- Il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet en a fait l'objet ;
- Il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont disposent le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Il autorise la personne responsable du projet à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête publique ;
- Il facilite le règlement de situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au Président du Tribunal Administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- Il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- Il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs.

Les principaux articles sont indiqués ci-dessous :

#### Article L123-1 du Code de l'Environnement

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

#### Article L123-2 du Code de l'Environnement

I. Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article L122-1 à l'exception :

- Des projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;
- Des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;
- Des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant que des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une étude d'impact après un examen au cas par cas effectué par l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. Les dossiers de demande pour ces permis sont soumis à une procédure de mise à disposition du public selon les modalités prévues aux II et III de l'article L120-1-1 (1) ;

2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à une évaluation environnementale en application des articles [L. 122-4](#) à [L. 122-11](#) du présent code, ou du chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. Sont exclus du champ d'application du présent chapitre afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1° Les installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ainsi que, le cas échéant, les plans de prévention des risques technologiques relatifs à ces installations ;

2° Les installations et activités nucléaires intéressant la défense mentionnées à [l'article L. 133315](#) du code de la défense, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par décret en Conseil d'État s'agissant des autorisations de rejets d'effluents ;

3° Les aménagements, ouvrages ou travaux protégés par le secret de la défense nationale ;

4° Les aménagements, ouvrages ou travaux intéressant la défense nationale déterminés par décret en Conseil d'Etat, ainsi que l'approbation, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme portant exclusivement sur l'un d'eux.

IV. La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

#### Article L123-3 du Code de l'Environnement : Organisation de l'enquête publique

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

### Article L123-4 du Code de l'Environnement : Conduite de l'enquête publique

Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

### Article L123-5 du Code de l'Environnement : Exception à la conduite de l'enquête publique

Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

### Article L123-6 du Code de l'Environnement : Enquêtes publiques conjointes

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

#### Article L123-9 du Code de l'Environnement : Durée de l'enquête publique

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

#### Article L123-10 du Code de l'Environnement : Avis d'enquête publique

I.- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 1221 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils



peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II.- La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

#### Article L123-11 du Code de l'Environnement : Communication du dossier d'enquête publique

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

#### Article L123-12 du Code de l'Environnement : Mise en ligne du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

#### Article L123-13 du Code de l'Environnement : Information et participation du public

I.- Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II.- Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

### Article L123-14 du Code de l'Environnement : Suspension de l'enquête publique

I. - Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II. - Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.

Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

### Article L123-15 du Code de l'Environnement : Rapport du commissaire-enquêteur

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la

commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

#### Article L123-16 du Code de l'Environnement : Illégalité de la décision

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ou que la participation du public prévue à l'article L. 123-19 ait eu lieu.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.

#### Article L123-17 du Code de l'Environnement : Caducité des effets de l'enquête publique

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

#### Article L123-18 du Code de l'Environnement : Prise en charge des frais de l'enquête publique

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement.

#### Article R123-8 du Code de l'Environnement : Composition du dossier d'enquête publique

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

## **FACON DONT L'ENQUETE PUBLIQUE S'INSERE DANS LA PROCEDURE**

---

Demande d'examen au cas par cas : décision de la MRAe joint au dossier d'enquête publique.

Examen conjoint des personnes publiques associées : procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA joint au dossier d'enquête publique.

Enquête publique menée conformément à l'article L153-55 du code de l'urbanisme : l'enquête publique est organisée par Mme La Présidente de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay.

En application de l'article L153-54 du code de l'urbanisme, l'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet de sécurisation et de mise en valeur du site de Sainte-Marie du Menez Hom et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

Adoption de la déclaration de projet et approbation de la mise en compatibilité du PLU : la CCPCP ayant décidé de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'un projet (article R. 153-15-2° du code de l'urbanisme), il appartiendra au conseil communautaire d'adopter la déclaration de projet. La déclaration de projet emportera alors approbation des nouvelles dispositions du PLU de Cast.

## LE CONTENU DU DOSSIER

---

Le dossier de l'enquête publique est réalisé conformément à l'article R.123-8 du code de l'Environnement.

Il comprend :

- L'arrêté prescrivant l'enquête publique
- une note de présentation comprenant, notamment **la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative ;**
- Le **dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Plomodiern**
  - La notice explicative présentant les caractéristiques et l'intérêt général du projet, l'impact du projet sur l'environnement et les évolutions des différents pièces du PLU
  - La planche 3-2 du règlement graphique modifiée après mise en compatibilité du PLU
- Les **pièces administratives**
  - L'arrêté n°05/2022 de la présidente de la CCPCP prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Plomodiern
  - Le compte rendu de l'examen conjoint du 14 novembre 2022
  - La décision n°2022DKB76 du 9 septembre 2022 de la MRAe,

## LE CARACTERE D'INTERET GENERAL DU PROJET

---

### ➤ Un projet qui vise à sécuriser l'accueil des visiteurs de Saint Marie du Menez Hom et à préserver la chapelle et son enclos

Le hameau Sainte-Marie du Menez Hom est traversé par la RD887 (accès sud à la presqu'île de Crozon) et par la RD 47 sous forme de carrefour en fourche. Voie de transit (desserte de Crozon depuis Châteaulin) mais également itinéraire touristique prisé, la RD 887 supporte un trafic moyen journalier annuel de 3226 véhicules dont 6,5% de poids lourds et en période estivale un trafic de 4800 véhicules/jour. La RD 47 présente quant à elle un trafic moyen de 3 284 véhicules/jours ; le carrefour avec la RD887 (en baïonnette) n'offre pas une bonne visibilité pour les automobilistes en direction de Châteaulin.

En traversée du hameau Sainte Marie du Menez Hom la RD887, d'une largeur de 6 m, ne dispose pas d'accotement ; la visibilité est mauvaise (virage avec chapelle en saillie). La voie rase la chapelle (accès direct sur la RD depuis le placître) rendant les cheminements et les traversées piétonnes dangereuses. En outre, le risque de collision d'un véhicule contre l'édifice ou son enclos est important ; les camions peinent à se croiser et les vibrations qu'ils émettent menacent l'édifice.

Plusieurs usages se juxtaposent ainsi dans de mauvaises conditions de sécurité : automobilistes, poids lourds, cars de tourisme, visiteurs de la chapelle, randonneurs pour le Menez Hom, cyclistes et VTTistes, clients de la crêperie, exploitants agricoles, riverains, usagers de l'aire de covoiturage.

Cette configuration des lieux n'étant propice ni à l'accueil des visiteurs (40 000 visites de la chapelle en une année), ni à une préservation pérenne de la chapelle, le département a décidé de proposer un projet de contournement du hameau ayant pour objectifs d'assurer la pérennité et la mise en valeur du monument historique et du hameau de Sainte-Marie du Menez Hom fréquenté par des visiteurs et des randonneurs et également pour mettre en valeur cette porte d'entrée de la presqu'île de Crozon.

Les objectifs de sécurisation et de mise en valeur du site de Sainte-Marie du Menez-Hom sont :

- sécuriser les visiteurs (cheminements et traversées piétonnes),
- assurer la pérennité de la chapelle en supprimant toute circulation motorisée devant le fronton (empêcher les risques de collision d'un véhicule sur le monument),
- mettre en valeur la « porte d'entrée » touristique de la presqu'île de Crozon,
- requalifier les espaces publics de visite et de stationnements,
- regrouper les départs de circuits de randonnée du Menez Hom sur un même lieu.

Sur trois variantes étudiées en 2013, c'est le scénario « création d'une voie nouvelle courte et bidirectionnelle permettant de dévier totalement le trafic » qui a été retenu. Le trafic prévu sur l'ensemble des voies restera similaire au trafic actuel. Ce projet de déviation de la RD 887 permettra ainsi d'assurer la pérennité de la chapelle en supprimant toute circulation motorisée devant l'enclos et le porche de la chapelle et de sécuriser les cheminements et traversées piétonnes.





## MODIFICATION APPORTEE AU DOSSIER DE PLU DANS LE CADRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Pour permettre la réalisation de la totalité de la voie de contournement, dont la réalisation ne peut se faire en espace remarquable en application des dispositions de la loi littoral, il convient de modifier le plan de zonage pour procéder à une réduction des secteurs Nsp et Ns (respectivement 9514 m<sup>2</sup> et 9155 m<sup>2</sup>) au profit des secteurs Ap et A.

**PLU opposable**



**Projet de modification**






Le rapport de présentation du PLU de Plomodiern sera mis à jour notamment le tableau des surfaces et complété par la notice de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Surfaces des deux P.O.S		Projet de PLU approuvé	
secteur	surface en ha	secteur	
<u>Uha</u>	3 ha	UA	9,25 ha
<u>Uhb</u>	34,60 ha	UB	56,41 ha
<u>Uhc</u>	61,70 ha	UC	78,44 ha
		UE	8,80 ha
		<u>UEn</u>	1,00 ha
		Ui	3,49 ha
		UL	15,50 ha
<b>sous total</b>	<b>99,30 ha</b>		<b>172,89 ha</b>
<u>NAb</u>	60 ha	1Aub	10,66 ha
<u>NAc</u>	31,90 ha	1AUc	2,78 ha
<u>NAi</u>	6,50 ha	1AUe	2,08 ha
<u>NAI</u>	20 ha	1AUi	0,76 ha
<u>NAs</u>	19,70 ha	2AUc	9,44 ha
		2AUi	2,65 ha
<b>Sous total</b>	<b>138,10 ha</b>		<b>28,37 ha</b>
NC	3090 ha	A	2272,60 ha <del>2270,74 ha</del>
		Ac	72,20 ha
<u>NCa</u>	3,60 ha	Ah	70,78 ha
<b>Sous total</b>	<b>3093,60 ha</b>		<b>2415,58 ha <del>2413,72 ha</del></b>
ND	1214 ha	N	479,60 ha
<u>NDa</u>	0,50 ha	NA	11,30 ha
<u>NDs</u>	129,50 ha	Nb	16,03 ha
		Nh	8,18 ha
		Nm	DPM
		NN	0,90 ha
		NS	1120,15 ha <del>1122,01 ha</del>
		Nzh	422 ha
<b>sous total</b>	<b>1344 ha</b>		<b>2058,16 ha <del>2000,02 ha</del></b>
<b>Superficie commune</b>	<b>4 675,00 ha</b>		<b>4 675,00 ha</b>
<b>Espace boisé classé</b>	<b>267,00 ha</b>		<b>127,93 ha</b>

## LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Thèmes	Incidences	Mesures
<b>Consommation espaces naturels et agricoles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emprise 3200 m<sup>2</sup> pour nouvelle voirie</li> <li>- Bassins de rétention et parking 4300 m<sup>2</sup></li> </ul>	Restitution à la zone agricole d'une emprise de 2300 m <sup>2</sup> d'ancienne voirie Bilan de la consommation foncière = 5200 m <sup>2</sup>
<b>Eaux pluviales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de l'imperméabilisation des surfaces : voirie et aire de stationnement</li> </ul>	La gestion des eaux pluviales sera de type bassins de rétention. Deux noues végétalisées jouant le rôle de bassins de régulation sont prévues dans le cadre du projet afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et d'améliorer la situation actuelle de l'écoulement des eaux pluviales.
<b>Réseau Natura 2000/ ZNIEFF/ENS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet impacte une parcelle agricole ne présentant pas d'habitat d'intérêt communautaire et ne présentant pas d'intérêt significatif pour la biodiversité</li> </ul>	
<b>Espèces faunistiques et floristiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune plante protégée ou figurant sur une liste rouge de flore menacée n'a été observée</li> <li>- Aucun individu, ni indice de présence d'espèce animale protégée n'a été observé sur la zone impactée</li> </ul>	
<b>Trame verte et bleue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le projet ne remet pas en cause la fonctionnalité et l'intégralité de la TVB</li> <li>- Suppression d'une haie bordant le parking</li> </ul>	<p>Développement de la TVB par la plantation de haies bocagères en frange Nord-Est et Est ainsi que par l'aménagement d'espaces verts</p>  <p>Le plan d'ensemble du projet illustre l'emplacement du site par rapport aux infrastructures locales (RD 107, RD 102) et aux zones naturelles (Noues, Bassin de rétention). Une légende indique les différents types d'aménagements : végétalisation, noues, bassins de rétention, espaces verts, et champs vaches. Des annotations comme 'COUPE D'EAU', 'BOULEVARD', 'CHASSE', 'PARCOURS', 'DÉVELOPPEMENT DE LA FORME', et 'PROJET DE LA FORME' sont également présentes.</p>

<b>Paysage</b>	Du fait de son tracé légèrement encaissé, la voirie créée aura un impact paysager faible, y compris depuis les versants et le sommet du Menez Hom. Depuis le Menez Hom, seuls les toits des plus grands véhicules seront perceptibles.	Des plantations nouvelles, composées exclusivement d'essences locales, renforceront la trame verte au sein des haies conservées et à créer. Les talus modifiés par le projet seront reconstitués conformément aux prescriptions de l'Inspecteur des Sites et de l'Architecte des Bâtiments de France. Le projet permet de réorganiser le stationnement et de requalifier les espaces devant l'enclos et la chapelle en placette et rue piétonne.
<b>Cours d'eau et zones humides</b>	Aucune zone humide identifiée, ni aucun cours d'eau dans l'emprise du projet	La gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales permettra de s'assurer de l'absence d'incidences sur les milieux aquatiques situés à l'aval
<b>Eau potable</b>	Projet situé en périmètres de protection des captages de Dour Bian/Coat Rus	Le projet va dans le sens d'une amélioration de la sécurité routière. En limitant les risques d'accident, il limite les risques de pollutions accidentelles des eaux.
<b>Risques naturels et technologiques</b>	Site pas particulièrement exposé aux risques	La rétention et le rejet régulé des eaux pluviales qui sera mis en place contribuera à parer aux phénomènes d'à-coups hydrauliques et de débordements de cours d'eau en aval.